



Retraités et retraitables, prenons la parole!

Questionnaire à l'attention des retraités et retraitables

Les attaques contre les salariés et les retraités en particulier n'ont jamais été aussi virulentes : réformes des retraites de 2003 (Fillon), 2010 (Sarkozy) et 2013 (Hollande).

Les acquis des retraités, conquêtes de décennies de lutte des salariés, sont présentés comme des privilèges insupportables, qu'il faudrait abattre au nom du rétablissement de l'équité intergénérationnelle, alors qu'il s'agit en réalité de laminer les droits des salariés pour les aligner sur un modèle social qui est celui d'une précarisation croissante, dont le statut d'auto entrepreneur est la triste illustration (Uber).

C'est inacceptable ! On ne peut pas admettre, qu'au moment où les richesses n'ont jamais été aussi abondantes, la régression sociale soit imposée aux retraités et aux salariés.

Dans le département, une vague de départs à la retraite de syndiqués des administrations financières s'annonce pour les années à venir. Les retraités seront de plus en plus nombreux, dans un contexte où, non seulement les pensions sont totalement bloquées depuis trois ans, mais c'est au tour de la sécurité sociale de subir les pires attaques .

Il faut donc se donner les moyens afin que la voix des retraités se fasse entendre, les moyens de nous organiser plus largement pour peser réellement au côté des actifs.

C'est pourquoi nous construisons une Union Fédérale des Retraités (UFR) des Finances .

Dans cette perspective, nous prenons l'initiative de ce questionnaire pour donner la parole aux retraités, dresser l'état des lieux, établir de la façon la plus précise possible quelle est la situation exacte de chacun ; car c'est de la réalité qu'il faut partir, et elle n'est en rien celle de privilégiés.

Il s'agit de permettre aux retraités d'exprimer leurs aspirations, ce qu'ils souhaitent voir mis en avant pour défendre leurs intérêts .

Nous invitons donc tous les collègues et camarades à répondre à ce questionnaire, à le faire connaître aux retraités et retraitables des finances autour d'eux.

***C'est important : Il s'agit de nous donner les moyens de
défendre nos intérêts légitimes !***

État des lieux : ta situation de retraité

<u>Situation personnelle</u>					
Grade (cadre)	C	B	A	A+	*
Âge					
Administration d'origine (DGFIP, Douanes, DGCCRF, Trésor ...)					
Homme ou femme, vivant seul ou en couple	H	F	S	C	*
Montant de la pension nette					€
Pourcentage de pension / salaire d'activité (Cf. titre de pension. Taux plein = 75%)					%
Montant de la retenue mutuelle					€
<u>Préparation à la retraite</u>					
As-tu été bien informé-e de tes droits à pension ?	Oui	Non	*		
As-tu utilisé un simulateur de calcul ?	Oui	Non	*		
<u>Logement</u>					
Locataire	Oui	Non	*		
Propriétaire	Oui	Non	*		
Autre (hébergé, ... ?)					*
<u>Mode de transport</u>					
Véhicule personnel	Oui	Non	*		
Utilises-tu les transports en commun (Train, métro/tram, bus) ?	Oui	Non	*		
As-tu des aides au transport	Oui	Non	*		
<u>Solidarité familiale</u>					
Aide économique aux enfants ou petits enfants	Oui	Non	*		
Personne(s) à charge	Oui	Non	*		
<u>Vie associative</u>					
Participes-tu à la vie associative ?	Oui	Non	*		
Si oui, de quel type (caritative, culturelle, sportive...)					
<u>Loisirs</u>					
Sport	Oui	Non	*		
Cinéma	Oui	Non	*		
Lecture	Oui	Non	*		
Centres de vacances	Oui	Non	*		
Voyages organisés	Oui	Non	*		
Connais-tu "Loisirs et Solidarité des Retraités" (LSR)	Oui	Non	*		
Autre					
<u>Communication</u>					
Reçois-tu de la presse syndicale ?	Oui	Non	*		
Connais-tu "Vie nouvelle" (presse retraités CGT)	Oui	Non	*		
Courrier électronique (mail)	Oui	Non	*		
Si oui, peux-tu nous communiquer ton adresse Mail ?	@				
Peux-tu nous communiquer ton N° de portable ?					
Es-tu en contact avec d'autres retraités Finances ?	Oui	Non	*		
Si oui, nous te proposons de leur communiquer ce questionnaire ?					
<u>Autres éléments à prendre en compte selon toi ?</u>					
* Rayer la (les) mention(s) inutile(s)					

Questionnaire :

En application de notre statut de fonctionnaire, les retraites des fonctionnaires ne relèvent pas d'une caisse de retraite dans laquelle on pourrait nous opposer le nécessaire équilibre entre dépenses et recettes. Nos pensions sont une ligne du budget de l'Etat.

En conséquence, **notre première revendication nous paraît être le maintien du code des pensions et le refus de toute intégration dans le régime général** (ceux qui prônent la fin du code des pensions ont systématiquement pour objectif la remise en cause des 75%).

En êtes vous d'accord ? OUI - NON *

C'est dans ce cadre que se pose la question du niveau des pensions et du maintien du pouvoir d'achat de nos pensions.

Comment la formuleriez vous ?

Ma pension est d'un montant trop faible : OUI NON *

Le problème est celui de sa revalorisation (30 mois de gel entre le 1er avril 2013 et le 30 septembre 2015)

Nous ne bénéficions plus, depuis la réforme Fillon de 2003, du dispositif de péréquation qui revalorisait mécaniquement le montant des pensions des fonctionnaires retraités proportionnellement à l'évolution salariale d'un actif du même grade.

Il faudrait en revenir à l'indexation des pensions sur le traitement OUI NON *

Que diriez vous sur la pension de réversion :

Je ne connais pas bien les modalités : OUI NON *

J'estime qu'elles doivent être revues :

Comment :
.....

En matière de fiscalité, quel est votre ressenti sur l'évolution :

Diriez vous que les salariés sont globalement de plus en plus matraqués ? OUI - NON *

Le problème se concentre-t-il :

- sur l'Impôt sur le Revenu ? OUI - NON *
- sur les impôts locaux ? OUI - NON *
- Sur les deux à la fois ? OUI - NON *

Y a-t-il un problème spécifique retraités ? OUI - NON *

Avez vous entendu parler de la CASA (prélèvement supplémentaire sur nos pensions au titre du financement des dépenses d'autonomie : « contribution additionnelle à la solidarité et à l'autonomie ») ? OUI - NON *

Êtes vous concernés par la suppression de la demi-part pour les personnes qui vivent seules et ont élevé un enfant jusqu'à l'âge de 16 ans ? OUI - NON *

Trouvez vous que cela soit justifié ? OUI - NON *

Sécurité sociale et Mutuelle :

Au regard du statut des agents de la fonction Publique d'état et de la loi Morice de 1947, la gestion de l'assurance maladie des fonctionnaires est assurée par la Mutuelle (remboursements régime obligatoire et complémentaire) Savez vous qu'en raison des plan d'économies pour la Sécurité Sociale la loi de financement pour 2017 permet la remise en cause de cette délégation qui va de pair avec nos régimes particuliers de retraite ? OUI - NON *

Comment ont évolué les relations avec la Mutuelle :

- Se sont elles améliorées ou dégradées? Améliorées - dégradées *
- Vous considérez vous comme bien informé par la Mutuelle ? OUI – NON *
- Arrivez vous à suivre vos remboursements ? OUI - NON *
- Êtes vous au courant des projets consistant à substituer les complémentaires (mutuelles et assurances privées) à l'assurance maladie ? OUI – NON *
- Considérez vous que les questions du grand âge et de la dépendance doivent relever de l'assurance maladie (sécu) ou bien de l'assurance privée ? assurance maladie – assurance privée *

Estimez vous que les retraités sont suffisamment informés sur leurs droits ?

- concernant le montant et l'évolution de la pension ? OUI - NON *
- concernant la mutuelle ? OUI - NON *
- sur les questions touchant au grand âge (question de la perte d'autonomie, allocation personnalisée d'autonomie,(APA), conditions de versement, peut-elle être versée à domicile ? ...) OUI - NON *
- en ce qui concerne les droits sociaux (logement, restauration, loisirs) OUI - NON *

Plus généralement : estimez vous que les retraités sont entendus ? Que leurs problèmes sont traités

OUI - NON *

Autre point de vue :

Pour le renvoi du questionnaire : vous avez le choix

- ✓ Par courriel à :
 - mariej.disanto@free.fr
 - estival@club-internet.fr
 - ferrando.marc@orange.fr
 - p.santelli@orange.fr

- ✓ Par courrier postal à :
 - SNAD CGT
Bât. A
56 Bd de Strasbourg
13003 Marseille

 - Centre des Finances Publiques Prado Borde
Local CGT
22 rue Borde
13008 Marseille

 - Centre des Finances Publiques
Local CGT
3 allée d'Estienne d'Orves
13098 Aix en Pce Cedex 2

^{1*} Rayer la (les) mention(s) inutile(s)